

N°8 / Mars 2026

**Magazine
KAS ÉCO**



**KONRAD
ADENAUER
STIFTUNG**
Algérie



Intégration africaine : État des lieux et perspectives

Konrad-Adenauer-Stiftung Algérie

www.kas.de/algerien

Sommaire

Éditorial	2
Entretien avec Mme Anja Berretta, experte en coopération internationale	3
Un continent riche mais en quête de développement : Le paradoxe africain	7
L'Afrique en quête d'unité : L'intégration régionale à l'épreuve	9
L'Algérie : Un acteur clé au carrefour des dynamiques africaines	11
L'Allemagne et l'Afrique : Un partenariat en quête de profondeur	13
Numérique et économie digitale : leviers d'intégration africaine	16

Éditorial

L'Afrique, continent riche en ressources naturelles et en potentialités économiques, se trouve à une étape clé de son développement. Cette phase est marquée par des opportunités de croissance, l'approfondissement de l'intégration régionale et la nécessité de relever des défis structurels majeurs. Face à ces enjeux, la Konrad-Adenauer-Stiftung (KAS) poursuit son engagement en faveur du développement durable, de la bonne gouvernance et de l'intégration du continent, en encourageant le dialogue économique et politique, l'échange d'expertise et la valorisation des ressources africaines.

Le numéro 8 du magazine KAS ECO met en lumière les atouts considérables du continent : l'Afrique concentre 30 % des réserves minérales mondiales, 12 % du pétrole, 8 % du gaz, 65 % des terres arables encore inexploitées et 25 % de la biodiversité mondiale. À ces richesses naturelles s'ajoute un potentiel humain exceptionnel, porté par une jeunesse urbaine dynamique, moteur d'innovation et de consommation. Le développement des énergies renouvelables (solaire, hydroélectrique, éolien) constitue également un levier majeur pour soutenir la transition énergétique et la croissance verte. La mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) offre par ailleurs une opportunité unique pour stimuler le commerce intra-africain et renforcer l'intégration économique.

Ces perspectives prometteuses s'accompagnent toutefois de défis importants. La dépendance aux matières premières expose l'Afrique à la volatilité des prix, tandis que les tensions géopolitiques, les changements climatiques et les besoins massifs en infrastructures freinent une croissance durable et inclusive. Soixante ans après les premières initiatives d'intégration, le continent poursuit la consolidation de ses institutions et cherche à développer une coopération régionale efficace.

L'Algérie, pour sa part, renforce ses liens économiques avec le continent : entre 2020 et 2025, le commerce algéro-africain a progressé de 88 %. Sa participation à la ZLECAf et à des événements tels que la 4e Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025) illustre son rôle stratégique dans la consolidation de l'intégration africaine. La dimension internationale reste également déterminante : la coopération Allemagne-Afrique, à travers les Compacts with Africa, vise à améliorer l'environnement des affaires et à attirer les investissements, dans une logique de partenariat équilibré et durable.

À travers KAS ECO N°8, la Konrad-Adenauer-Stiftung propose une lecture complète des défis et opportunités du continent africain, en insistant sur l'importance d'une croissance durable, d'une intégration régionale approfondie et de partenariats solides. L'objectif de la KAS est de contribuer au dialogue, à l'échange de connaissances et à la promotion d'initiatives économiques et sociales qui valorisent les ressources africaines tout en favorisant un développement inclusif.

Michael Bauer & Nora Beldjoudi
Konrad-Adenauer-Stiftung Algérie



L'entretien

Mme Anja Berretta

Experte en coopération internationale

« La ZLECAf peut être un catalyseur pour créer une production régionale »

Mme Anja Berretta est une experte allemande spécialisée dans les questions économiques, énergétiques et climatiques en Afrique. Depuis janvier 2025, elle dirige le Programme régional Économie Afrique de la Fondation Konrad-Adenauer (KAS), basé à Nairobi au Kenya. Dans cet entretien, elle analyse les enjeux économiques du continent en dressant un état des lieux sans complaisance, tout en proposant des solutions pour une meilleure intégration.

L'Algérie a abrité du 4 au 10 septembre dernier la 4^e édition de l'Intra-African Trade Fair (IATF) 2025. Des accords commerciaux record de près de 48,3 milliards de dollars ont été conclus. Comment évaluez-vous cette foire commerciale intra-africaine organisée par la Banque africaine d'import-export (Afreximbank) ? Quels rôles jouent de tels événements dans l'intégration continentale ?

Tout d'abord, je souhaite féliciter l'Algérie pour l'organisation de l'IATF, qui a attiré plus de 100 000 visiteurs provenant de plus de 130 pays à Alger. Je dois dire que l'organisation était excellente ! Outre les accords à grande échelle que vous avez mentionnés, je ne suis pas tout à fait certaine du nombre d'exposants ayant effectivement conclu de grands contrats. Mais peut-être que ce n'est pas là l'objectif principal d'un événement comme l'IATF : lorsqu'on parle d'intégration régionale, il est avant tout important d'en apprendre davantage sur les autres pays africains et de rencontrer leurs acteurs. C'est la seule manière de construire la confiance, laquelle constitue à son tour la base de relations commerciales solides et durables à l'avenir. Pour cette raison, des forums tels que l'IATF ne doivent pas être sous-estimés.

Quels secteurs industriels sont les plus prometteurs pour stimuler le commerce intra-africain et quels mécanismes financiers faut-il mettre en place pour y parvenir ?

Premièrement, le secteur de l'agro-industrie et de la transformation alimentaire. Comme la plupart des pays africains dépendent encore fortement de l'agriculture comme source de revenus mais doivent faire face à des pertes post-récolte élevées, le développement de la transformation alimentaire peut contribuer de manière substantielle à améliorer la sécurité alimentaire et à promouvoir la transformation locale.

Deuxièmement, l'industrie manufacturière et automobile : comme une classe moyenne croissante émerge dans plusieurs pays africains, la demande de voitures augmentera de manière significative à l'avenir. Assurer une industrie automobile locale et une production manufacturière locale peut réduire considérablement la dépendance aux importations tout en créant des emplois locaux dans le secteur manufacturier. Enfin, les technologies et services numériques : la fintech, le commerce électronique et les solutions logistiques sont nécessaires pour faciliter le commerce intra-africain. En même temps, ce sont des secteurs dans lesquels on observe de plus en plus de délocalisations vers les pays africains en provenance de l'étranger ; ce sont donc des secteurs qui présentent un potentiel énorme de création d'emplois à travers le continent africain. L'accès au financement demeure crucial et constitue le principal défi, en particulier pour les PME du continent. Outre le renforcement des banques de développement et des institutions financières, les partenariats public-privé doivent être renforcés, notamment pour créer les infrastructures de transport et d'énergie dont on a tant besoin. On entend également de plus en plus de discussions autour des plateformes de paiement numérique afin de faciliter le commerce régional. Pour moi, l'avancée du PAPSS (Système panafricain de paiement et de règlement) constitue l'une des étapes les plus importantes. Le fait de payer en monnaies locales au-delà des frontières réduira de manière significative les coûts liés aux fluctuations des taux de change.

Comment évaluez-vous la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAf), un projet visant à créer un marché unique sur tout le continent et faciliter le commerce intra-africain entre les pays membres ? L'Afrique peut-elle créer un marché commun, à l'image de celui de l'Union européenne ? Et quels sont les obstacles, selon vous, pour une telle intégration ?

Pour moi, la ZLECAf est l'un des développements économiques les plus importants, sinon le plus important, en Afrique au cours des dernières décennies. Le potentiel est énorme : un marché de plus de 1,5 milliard de personnes, soit environ 20 % de la population mondiale, avec une classe moyenne en croissance. Mais pour concrétiser la ZLECAf, une grande volonté politique est nécessaire. Pour parvenir à une intégration régionale, un pays doit être prêt à abandonner une partie de sa souveraineté nationale ; sinon, il n'y aura pas d'intégration. Bien sûr, l'Union européenne est souvent citée comme modèle, mais créer un marché unique comme en Europe sera beaucoup plus difficile sur le continent africain. L'Union européenne a commencé avec six pays et s'est progressivement élargie. En Afrique, il faut intégrer plus de 50 pays extrêmement hétérogènes. Cela demandera beaucoup d'efforts. Je vois donc un rôle accru pour les organisations régionales telles que la CEDEAO ou la SADC. Les organisations régionales pourraient jouer un rôle plus important qu'auparavant et garantir progressivement que les régions aient supprimé toutes les barrières commerciales avant de passer à l'étape suivante, le niveau continental. Pour réaliser la ZLECAf, chaque pays doit être convaincu que son propre marché et son économie peuvent bénéficier du commerce intra-africain. On parle beaucoup dernièrement des chaînes de valeur régionales. Là encore, la ZLECAf peut être un catalyseur pour créer une production régionale. Mais il est important que les pays mènent davantage de recherches afin de comprendre où se situe leur avantage comparatif dans une chaîne de valeur. Il peut s'agir d'un avantage technologique, d'une main-d'œuvre plus qualifiée ou, par exemple, d'un approvisionnement énergétique moins coûteux. En outre, les pays africains doivent comprendre quels produits sont pertinents pour leurs pays voisins et pour le continent africain en général afin de créer une offre sur mesure. Au niveau national, le secteur privé doit être davantage impliqué dans le processus d'élaboration des politiques ; sinon, il existe un risque élevé que les obstacles administratifs à la production pour un marché régional soient trop importants à surmonter. Actuellement, il n'y a pas de manque d'actions ni de stratégies pour la ZLECAf ; le problème réside dans la mise en œuvre et la traduction en politiques nationales. Les barrières dites non tarifaires sont plus coûteuses que les droits de douane eux-mêmes. Elles incluent les procédures frontalières longues, les normes de produits différentes d'un pays à l'autre, les infrastructures insuffisantes et le manque de mise en œuvre des réglementations et des politiques. L'Union européenne est souvent citée comme modèle pour la ZLECAf. Toutefois, on oublie souvent que l'UE a commencé avec seulement six pays et qu'elle ne s'est intégrée que progressivement vers un marché commun et une Union capable de légiférer et de réglementer certaines politiques. Pendant très longtemps, le Parlement européen n'était qu'un organe consultatif et ne disposait pas de pouvoirs législatifs. Aujourd'hui, l'UE compte 27 États membres et une condition pour y adhérer est le respect de sa législation. Pour la ZLECAf, c'est presque l'inverse. Plus de 50 pays souhaitent avoir un marché commun, mais il y a eu peu d'intégration politique auparavant. C'est pourquoi je ne pense pas que la comparaison entre le marché commun de l'UE et la ZLECAf soit juste. Réaliser la ZLECAf est beaucoup plus difficile !

Le continent africain connaît un exode massif de ses populations pour plusieurs causes : guerres, climat, chômage, etc. Comment le commerce intra-africain peut-il créer davantage d'emplois pour les jeunes et les femmes, notamment ?

Le commerce intra-africain a un fort potentiel de création d'emplois pour les jeunes et les femmes, car il modifie la structure de la croissance économique de manière plus inclusive et plus intensive en emplois. Contrairement au commerce de l'Afrique avec le reste du monde, qui est fortement concentré sur les matières premières, le commerce au sein du continent est plus diversifié et orienté vers les biens manufacturés, les produits agro-transformés et les services. Ces secteurs génèrent beaucoup plus d'emplois par unité de production que les industries extractives et reposent sur des compétences plus accessibles aux jeunes travailleurs et aux femmes. À mesure que les marchés régionaux s'élargissent, les entreprises sont incitées à investir dans les activités de transformation, d'emballage, de commercialisation et de distribution, qui créent toutes des opportunités d'emplois de niveau débutant et intermédiaire, où les femmes et les jeunes sont déjà bien représentés. Un canal clé par lequel le commerce intra-africain crée des emplois est l'expansion des micros, petites et moyennes entreprises. Les femmes et les jeunes possèdent et travaillent dans une grande part de ces entreprises, en particulier dans l'agro-industrie, la fabrication légère, le commerce de détail et les services.

Les marchés régionaux sont souvent plus faciles d'accès que les marchés mondiaux. Lorsque les barrières au commerce régional sont réduites, ces entreprises peuvent augmenter leur production, passer d'activités de subsistance à des entreprises orientées vers la croissance et embaucher davantage de travailleurs. Cela est particulièrement important pour les femmes entrepreneures, qui rencontrent souvent davantage d'obstacles pour accéder au financement et satisfaire aux normes d'exportation complexes sur des marchés lointains. Au-delà des biens, l'augmentation du commerce régional stimule la demande de services tels que le transport, la logistique, l'entreposage, la finance, l'assurance, le courtage en douane et les plateformes numériques de commerce. Ces services sont intensifs en main-d'œuvre et emploient de manière disproportionnée les jeunes, en particulier dans les zones urbaines.

La numérisation du commerce régional, y compris le commerce électronique et les paiements mobiles, réduit encore les barrières à l'entrée et permet aux jeunes entrepreneurs et travailleurs de participer aux marchés transfrontaliers sans investissements initiaux importants. En même temps, la simplification des procédures frontalières et la réduction des barrières non tarifaires peuvent aider à formaliser le commerce transfrontalier informel, un segment dominé par les femmes. La formalisation améliore la stabilité des revenus, réduit le harcèlement et l'incertitude aux frontières et permet aux femmes commerçantes d'accéder au financement et à la protection sociale, créant ainsi des conditions favorables à l'expansion des entreprises et à la création d'emplois.

Le continent africain est réputé pour sa dépendance aux exportations de matières premières. Comment faire pour sortir de cette dépendance ? Quelles politiques permettraient de rendre les bénéfices du commerce plus inclusifs et équitables ?

La forte dépendance de l'Afrique à l'égard des exportations de matières premières résulte d'une structure économique de longue date dans laquelle les minerais, le pétrole et les produits agricoles non transformés dominent les échanges avec le reste du monde. Bien que ces exportations génèrent des devises, elles créent peu d'emplois, exposent les pays à la volatilité des prix mondiaux et limitent les possibilités d'apprentissage technologique et de croissance de la productivité. Sortir de cette dépendance nécessite un changement délibéré vers la création de valeur ajoutée, la diversification et l'intégration régionale, soutenu par des politiques garantissant que les gains du commerce soient plus largement partagés au sein de la société. L'intégration régionale est centrale dans cette transformation.

Les marchés africains pris individuellement sont souvent trop petits pour soutenir une industrie manufacturière compétitive. Le commerce intra-africain, en particulier dans le cadre de la ZLECAf, élargit la taille des marchés et permet aux entreprises de se spécialiser au-delà des frontières. Les chaînes de valeur régionales permettent à différents pays de contribuer par des intrants, des étapes de transformation et des services, réduisant ainsi la dépendance aux marchés extra-continentaux et conservant davantage de valeur en Afrique. Comparé au commerce mondial, le commerce intra-africain est également plus diversifié et plus intensif en biens manufacturés et en services, ce qui est essentiel pour la transformation structurelle.

La diversification économique ne se produit pas automatiquement par les seules forces du marché. Elle nécessite un ensemble cohérent de mesures politiques traitant simultanément de la production, du commerce, de l'investissement, des compétences et des institutions. Les stratégies de diversification les plus efficaces combinent des politiques horizontales visant à améliorer l'environnement général des affaires avec des interventions ciblées soutenant de nouveaux secteurs et chaînes de valeur.

La diversification nécessite des politiques qui soutiennent activement le développement de nouvelles activités productives au-delà des matières premières. Les gouvernements peuvent le faire en identifiant des secteurs présentant un potentiel de valeur ajoutée et d'apprentissage — tels que l'agro-transformation, la fabrication légère, les produits pharmaceutiques ou les industries vertes — et en fournissant un soutien limité dans le temps. Cela peut inclure l'accès à des financements subventionnés, des incitations fiscales liées à la performance, des parcs industriels et un soutien à l'adoption technologique. L'objectif n'est pas une protection permanente, mais d'aider les entreprises à surmonter les risques de démarrage et les défaillances de coordination. Alors que certains pays africains ont réinvesti les gains tirés de l'extraction des matières premières et se sont progressivement tournés vers des industries de transformation et manufacturières, d'autres ont manqué cette opportunité. Mais la ZLECAf peut être une occasion de combler ces déficits.

Quels projets énergétiques transfrontaliers pourraient servir de modèles pour une intégration durable ? Et comment concilier expansion commerciale et protection de l'environnement ?

Les projets énergétiques transfrontaliers peuvent jouer un rôle central dans l'intégration durable de l'Afrique, car les systèmes énergétiques bénéficient naturellement des économies d'échelle. Plusieurs initiatives africaines existantes offrent déjà des modèles utiles, tant en matière d'intégration économique que d'enseignements sur la durabilité. Un modèle important est le développement de bassins énergétiques régionaux, tels que le Southern African Power Pool, le West African Power Pool et l'Eastern Africa Power Pool. Ces initiatives relient les réseaux électriques nationaux et permettent aux pays d'échanger de l'électricité au-delà des frontières. Elles montrent comment la coopération régionale peut réduire les coûts de l'énergie, améliorer la fiabilité et permettre aux pays disposant de capacités de production excédentaires d'approvisionner ceux qui font face à des pénuries.

Du point de vue de la durabilité, les bassins énergétiques facilitent l'intégration des énergies renouvelables, car les ressources hydrauliques, solaires, éoliennes et géothermiques sont inégalement réparties sur le continent. Lorsque les réseaux sont interconnectés, les pays peuvent équilibrer la production renouvelable variable à travers les frontières plutôt que de recourir à des solutions de secours coûteuses et polluantes au niveau national. Plus récemment, des corridors transfrontaliers d'énergies renouvelables émergent comme des modèles prometteurs. Il s'agit notamment de lignes de transmission conçues spécifiquement pour relier des zones à fort potentiel renouvelable — telles que des champs géothermiques, des ceintures solaires ou des couloirs éoliens — aux marchés régionaux. Contrairement à une intégration basée sur les combustibles fossiles, ces projets alignent l'expansion commerciale à long terme avec les objectifs climatiques en verrouillant une production propre et en réduisant la dépendance aux combustibles importés. Ils encouragent également l'investissement privé en créant des marchés plus vastes et plus prévisibles pour l'énergie renouvelable. De solides garanties environnementales et sociales doivent être intégrées dès la conception et le financement des projets. Cela inclut des normes harmonisées d'évaluation de l'impact environnemental entre les pays, une consultation transparente des communautés affectées et des mesures d'atténuation applicables.

Les projets régionaux sont particulièrement sensibles, car les dommages environnementaux dans un pays peuvent susciter une résistance politique dans un autre. Des règles claires et partagées contribuent à maintenir la confiance et la légitimité tout en permettant des retours commerciaux. La coopération institutionnelle et le partage des bénéfices sont essentiels. Une intégration durable dépend de la garantie que les gains issus des projets énergétiques transfrontaliers soient équitablement répartis, notamment par l'accès à l'électricité, l'emploi local et le partage des revenus. Lorsque les communautés et les économies plus petites constatent des bénéfices tangibles, la protection de l'environnement est plus susceptible d'être soutenue plutôt que perçue comme un obstacle au développement.

Le continent africain est devenu le terrain de prédilection des luttes d'influence des puissances économiques comme les États-Unis, la Chine, l'Union européenne... Comment tirer profit de toutes ces convoitises sans trop de dégâts ?

La situation géopolitique actuelle présente à la fois des risques et des opportunités pour le continent africain. Dans un contexte de concurrence mondiale et de fragmentation, l'Afrique acquiert une importance stratégique croissante, et des acteurs tels que les États-Unis, l'Union européenne et la Chine l'ont compris. Cela confère un fort levier aux pays africains. Transformer l'intérêt mondial croissant en opportunité nécessite une solidité institutionnelle et une responsabilité accrue au niveau national. Les dommages les plus importants ne proviennent souvent pas des puissances étrangères elles-mêmes, mais de la faiblesse des institutions nationales qui permet des accords opaques, la corruption ou des calculs politiques à court terme. Une gestion rigoureuse des finances publiques, des organes de contrôle indépendants et une société civile active augmentent la probabilité que l'engagement étranger serve l'intérêt général plutôt que des élites restreintes. En ce sens, la gestion de la concurrence géopolitique est autant un défi de gouvernance qu'un enjeu de politique étrangère. L'Afrique peut jouer un rôle plus actif dans la définition des normes mondiales plutôt que de simplement y réagir.

Sur des questions telles que le financement climatique, les minerais critiques, la gouvernance numérique et la réforme du financement du développement, le continent africain peut démontrer une plus grande capacité d'action si les pays parviennent à s'exprimer d'une seule voix harmonisée. Les pays africains devraient institutionnaliser des concertations pré-négociation afin que les positions africaines soient formulées de manière précoce et cohérente dans les forums mondiaux. Comme cela a été démontré avec succès au sein du Groupe africain de négociateurs sur le climat, un groupe de technocrates africains issus de tous les pays africains qui se réunissent pour définir une position africaine commune pour chaque cycle annuel de négociations climatiques sous l'égide de la CCNUCC, également connues sous le nom de Conférence des Parties (COP).

Comment évaluez-vous la coopération africano-allemande ?

C'est une question difficile à laquelle répondre, car l'Allemagne entretient de fortes coopérations avec la plupart des pays africains, qui se traduisent par différents types de partenariats et d'initiatives. De plus, l'Allemagne soutient des initiatives et des institutions régionales et continentales. De manière générale, j'évaluerais la coopération entre l'Allemagne et l'Afrique comme crédible, digne de confiance et de longue date. L'Allemagne cherche de plus en plus à dépasser un partenariat traditionnel fondé sur l'aide au développement pour évoluer vers un partenariat plus complexe et stratégique, basé sur des intérêts mutuels et couvrant davantage le commerce et l'investissement, le climat et l'énergie, ainsi que les questions diplomatiques multilatérales. J'évaluerais la réputation de l'Allemagne comme celle d'un partenaire fiable et respecté pour les pays africains. Malheureusement, les échanges commerciaux et les investissements entre l'Allemagne et l'Afrique restent, pour le moins, modestes, et il existe clairement une marge d'amélioration. Ces dernières années, l'Allemagne a reconnu l'importance géopolitique de l'Afrique — notamment dans la transition énergétique, les matières premières critiques et la gouvernance mondiale — et cherche activement à rééquilibrer la relation avec les pays africains, en tenant également compte de la demande africaine pour une croissance économique plus durable.



Un continent riche mais en quête de développement

Le paradoxe africain

L'Afrique est l'un des continents les plus riches en ressources naturelles, mais paradoxalement, elle reste en retard sur le plan du développement. Selon les données d'institutions internationales spécialisées, le continent détient près de 30 % des réserves minérales mondiales, 12 % du pétrole, 8 % du gaz naturel, ainsi que 65 % des terres arables et 25 % de la biodiversité mondiale. Pourtant, ces ressources sont souvent extraites par des multinationales étrangères, laissant peu de retombées économiques aux populations locales.

Le continent pourrait devenir le grenier du monde. Il concentre près des deux tiers des terres cultivables mondiales, un atout stratégique dans un contexte de croissance démographique et de crise alimentaire mondiale. Pourtant, ce potentiel reste largement sous-exploité, faute d'infrastructures, de mécanisation et de politiques agricoles adaptées. Des pays comme le Nigeria, l'Éthiopie, le Soudan et la Tanzanie disposent de vastes terres arables. Les terres arables africaines représentent une opportunité stratégique mondiale. Si elles étaient pleinement exploitées, elles pourraient non seulement nourrir le continent mais aussi devenir un moteur d'exportation agricole. Le défi reste de transformer ce potentiel en développement durable, grâce à des politiques agricoles modernes, une meilleure gestion de l'eau et une industrialisation de la filière agroalimentaire.

En outre, les grands fleuves — le Nil, le Congo, le Niger — offrent au continent 10 % des ressources mondiales d'eau douce renouvelable. La biodiversité est tout aussi impressionnante : la forêt du bassin du Congo, qui s'étend sur la RDC, le Cameroun, le Gabon, le Congo et la Centrafrique, est la deuxième plus grande forêt tropicale au monde après l'Amazonie. Mais la déforestation et l'exploitation illégale menacent cet équilibre fragile.

Cependant, le continent est plus connu et convoité pour ses richesses minières. En effet, le sous-sol africain est un véritable coffre-fort. D'abord riche en or, puisque des pays comme l'Afrique du Sud, le Ghana, le Mali, le Burkina Faso et la Tanzanie figurent parmi les plus grands producteurs, représentant 40 % des réserves mondiales. En diamants, le Botswana, la RDC, l'Afrique du Sud et l'Angola dominent le marché, avec 46 % de la production mondiale. L'Afrique du Sud concentre près de 90 % des réserves mondiales de platine et de chrome, alors que pour le cobalt, métal stratégique pour les batteries électriques, la RDC assure 77 % de la production mondiale. En manganèse, l'Afrique du Sud et le Gabon détiennent une part importante des 51 % des réserves mondiales, et pour l'uranium, le Niger, la Namibie et l'Afrique du Sud possèdent des gisements stratégiques pour l'énergie nucléaire.

L'Algérie, pour sa part, dispose d'un potentiel minier considérable : or, phosphate, fer, zinc, lithium et cobalt figurent parmi ses principales richesses. Le pays possède notamment l'une des plus grandes réserves mondiales de phosphate (plus de 2,2 milliards de tonnes) et des gisements aurifères dans le Sud, autour de Tamanrasset.

Dans le domaine énergétique, le continent est également un acteur majeur. En pétrole, l'Algérie, le Nigeria, l'Angola et la Libye figurent parmi les principaux producteurs, avec 12 % des réserves mondiales. En gaz naturel, l'Algérie, l'Égypte, le Mozambique et la Tanzanie disposent de gisements majeurs, représentant 8 % des réserves mondiales. Pourtant, malgré cette abondance, une grande partie de la population africaine n'a toujours pas accès à l'électricité, illustrant le contraste entre richesse et pauvreté.

Les terres rares : un trésor stratégique

D'autre part, l'Afrique est en train de devenir un acteur stratégique dans le domaine des terres rares : la Tanzanie, l'Afrique du Sud et le Nigeria disposent des plus grandes réserves documentées, avec notamment le site de Ngualla en Tanzanie (890 000 tonnes de réserves confirmées et plusieurs millions de tonnes de ressources). Ces minerais sont essentiels pour les batteries, les smartphones et les technologies de défense, et focalisent déjà les grandes batailles entre puissances économiques pour leur contrôle.

Un marché dominé par la Chine, mais l'Afrique monte en puissance. Pour rappel, les terres rares regroupent 17 métaux indispensables à la haute technologie : aimants pour moteurs électriques, composants de smartphones, semi-conducteurs, missiles hypersoniques. Aujourd'hui, la Chine contrôle plus de 70 % de la production mondiale, mais l'Afrique attire de plus en plus d'investissements pour diversifier l'approvisionnement mondial.

Indispensables aux batteries des véhicules électriques et aux énergies renouvelables, elles représentent aussi une chance pour les pays africains de réduire leur dépendance aux hydrocarbures et aux minerais traditionnels. À ce titre, des analystes estiment que l'Afrique peut devenir une alternative stratégique face à la domination chinoise. Mais malgré cet optimisme, des défis persistent : l'extraction des terres rares nécessite des technologies avancées et une gestion environnementale stricte. Les pays africains doivent investir massivement dans les routes, ports et usines de traitement, alors que sur le plan géopolitique, la compétition internationale fait rage entre les États-Unis, la Chine et l'Europe, ce qui accentuera les tensions autour de ces ressources.

Ainsi, les terres rares africaines représentent une opportunité historique pour le continent et pourraient en faire un acteur incontournable dans la transition énergétique et technologique mondiale. Mais pour transformer ce potentiel en richesse durable, il faudra investir dans l'industrialisation locale, la gouvernance transparente et la coopération régionale, avertissent les experts.

La jeunesse, une richesse humaine inestimable

Enfin, on décrit souvent l'Afrique comme un géant endormi : immensément riche en ressources naturelles, mais paradoxalement en retard sur le plan du développement. Pourtant, au-delà du pétrole, du gaz, de l'or ou du cobalt, le continent possède une autre richesse, souvent sous-estimée : sa jeunesse.

En effet, l'Afrique est le continent le plus jeune du monde. Plus de 60 % de sa population a moins de 25 ans. D'ici 2050, un Africain sur trois sera âgé de moins de 18 ans. Cette vitalité démographique représente un potentiel unique : une main-d'œuvre abondante, une créativité foisonnante et une capacité d'innovation qui pourrait transformer le continent.

La jeunesse constitue déjà la majorité de la population active dans des pays comme l'Algérie, le Nigeria, l'Éthiopie ou l'Égypte. Les grandes métropoles africaines — Alger, Lagos, Nairobi, Johannesburg — deviennent des laboratoires d'idées, où émergent des start-ups technologiques, des initiatives culturelles et des mouvements sociaux portés par les jeunes.

Certes, la jeunesse africaine est confrontée à un chômage massif : plus de 30 % des jeunes sont sans emploi dans certains pays. Faute de perspectives, beaucoup cherchent un avenir ailleurs, optant pour l'émigration, souvent clandestine et au péril de leurs vies. Sans parler des conflits et crises dans plusieurs pays africains qui freinent l'épanouissement de cette génération.

Au-delà de ses richesses naturelles, l'Afrique possède une ressource humaine inestimable : sa jeunesse. Si elle est correctement formée, encadrée et valorisée, elle peut devenir le moteur d'un développement durable et inclusif. Le véritable défi du continent n'est pas seulement d'exploiter son sous-sol, mais de libérer le potentiel de sa population.



L'Afrique en quête d'unité

L'intégration régionale à l'épreuve

L'Afrique poursuit depuis plus de 60 ans la vision d'une communauté économique africaine. Les institutions et les infrastructures progressent, mais l'intégration humaine et sociale reste en retrait. Le bilan est contrasté soulignant des avancées mais aussi de profondes fragilités. C'est ce qui est ressorti du bilan de l'Union africaine (UA) dans son rapport 2025 sur l'intégration africaine publié par la Commission de l'Union africaine (CUA) avec le soutien de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et de la Banque africaine de développement (BAD). Destiné à évaluer les progrès réels de l'intégration régionale en Afrique à travers l'Indice synthétique africain d'intégration régionale (ASRII), mais aussi à identifier les réussites, les lacunes et les domaines prioritaires pour accélérer la mise en œuvre de l'Agenda 2063, du Traité d'Abuja et de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), le rapport ambitionne également de servir d'outil scientifique et harmonisé pour guider les politiques publiques, selon ses promoteurs.

De l'OUA à l'Union africaine : relancer le projet panafricain

Créée en 1963 à Addis-Abeba, l'Organisation de l'unité africaine (OUA) incarne l'espoir panafricain. Ses objectifs étaient ambitieux : promouvoir la coopération intracontinentale, diversifier l'économie et renforcer la souveraineté. Mais rapidement, l'organisation est critiquée comme un « syndicat de chefs d'État », incapable de transformer les économies. Les années 1970-1980 voient s'aggraver la pauvreté, la dette et la dépendance, notamment avec les programmes d'ajustement structurel imposés par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale. En 2002, l'Union africaine (UA) naît à Durban, avec l'ambition de répondre aux défis de la mondialisation et des mutations technologiques. L'Agenda 2063 devient le cadre stratégique pour bâtir « l'Afrique que nous voulons ». Ses objectifs incluent : l'industrialisation durable et inclusive ; la promotion de la recherche et de l'innovation ; l'égalité des sexes et la lutte contre la pauvreté ainsi que l'intégration commerciale via la ZLECAf. Cependant, et malgré les ambitions affichées, le rapport note que des décennies après, l'Afrique reste faiblement insérée dans les chaînes de valeur mondiales, freinée par des infrastructures insuffisantes, une gouvernance défailante et une dépendance persistante aux exportations brutes. Le rapport a mis en avant des progrès notables dans le domaine politique, tout comme la paix et la sécurité. La ratification de la Charte africaine de la démocratie et le fonctionnement du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP) témoignent, selon le rapport, d'une consolidation institutionnelle. Cependant, la lenteur dans la ratification des protocoles et le manque d'autonomie des institutions supranationales limitent l'efficacité de cette intégration, fait-on savoir.

Sur le plan strictement économique, l'Afrique peine à transformer son potentiel. Le commerce intra-africain ne représente qu'environ 16 % du total, malgré la mise en œuvre de la ZLECAf. Les disparités entre Communautés économiques régionales (CER) restent fortes. Si l'agriculture et l'économie rurale affichent des performances encourageantes, l'intégration macroéconomique et le développement des entreprises demeurent fragmentés. D'autre part, le rapport indique que les corridors routiers, les postes frontaliers à guichet unique et les pools énergétiques régionaux illustrent des progrès tangibles. Mais les disparités régionales persistent, notamment dans l'accès à l'eau, à l'assainissement et dans l'intégration numérique, où la coordination reste insuffisante.

L'intégration humaine, parent pauvre du processus

Cependant, le rapport souligne que l'intégration humaine et sociale est le domaine le plus faible. La libre circulation des personnes reste limitée : seules quelques CER, comme la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), avancent réellement. Le protocole de Kigali sur la libre circulation n'a été ratifié que par quatre pays en 2025. L'éducation, la culture, la jeunesse et la santé souffrent d'un manque de coopération et de financements, a-t-on souligné.

Le rapport distingue des CER dynamiques dans certaines régions : la CAE, le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), la CEDEAO et la Communauté de développement de l'Afrique australe (CDAA, ou SADC en anglais) qui progressent dans l'intégration institutionnelle, commerciale et infrastructurelle. À l'inverse, l'Union du Maghreb arabe (UMA) et la Communauté des États sahélo-sahariens (CEN-SAD) apparaissent en retrait, avec des scores faibles, notamment dans le commerce et la dimension sociale. La Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) et l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) montrent des avancées institutionnelles et sécuritaires, mais restent fragiles sur le plan économique.

Défis récents et opportunités

Entre 2023 et 2025, le continent a été confronté à des défis majeurs : protectionnisme mondial, inflation persistante, tensions géopolitiques, dette publique élevée, mais aussi opportunités liées à la numérisation du commerce et à l'essor du e-commerce (estimé à 180 milliards USD en 2025). Le rapport insiste sur l'urgence d'accélérer la mise en œuvre des cadres continentaux (ZLECAf, Programme de développement des infrastructures en Afrique – PIDA, Agenda 2063).

Le commerce intra-africain est encore limité, par contre le rapport a relevé des progrès dans l'intégration des marchés, soutenus par la ZLECAf et la réduction des droits de douane dans certaines CER. En revanche, le développement des entreprises et l'intégration macroéconomique restent fragmentés. Alors que de meilleures performances dans l'agriculture et l'économie rurale (grâce au Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine – PDDAA) ont été relevées. Et comme indiqué plus haut, des avancées dans les transports (corridors routiers, postes frontaliers à guichet unique) ont été signalées, ainsi que dans l'énergie (pools énergétiques régionaux), mais le rapport a alerté sur des disparités fortes entre régions.

En parallèle, des faiblesses dans l'eau, l'assainissement et l'intégration numérique (coordination insuffisante, projets souvent au stade de faisabilité) ont été soulignées. Sur le plan des performances régionales, le rapport a indiqué que la CAE, le COMESA, la CEDEAO et la CDAA montrent des avancées notables dans l'intégration institutionnelle, commerciale et infrastructurelle. En revanche, l'UMA et la CEN-SAD restent en retrait, avec des scores moyens faibles, notamment dans le commerce et la dimension sociale. Quant aux zones CEEAC et IGAD, des progrès institutionnels et sécuritaires ont été réalisés, mais des lacunes dans l'intégration économique et sociale restent à combler.

Recommandations

Enfin, et ne se limitant pas aux constats, le rapport a émis un certain nombre de recommandations comme la nécessité d'accélérer la ratification et l'opérationnalisation des protocoles clés (libre circulation, gouvernance, éducation, justice). Il a insisté pour investir dans le capital humain (éducation, santé, recherche, inclusion sociale). Comme il a estimé nécessaire de renforcer la coordination régionale pour éviter les doublons institutionnels et améliorer la cohérence des politiques. Le rapport a recommandé, en outre, de mobiliser davantage de financements pour les infrastructures et réduire la dépendance aux bailleurs de fonds extérieurs.

En résumé, le rapport 2025 montre une Afrique engagée dans l'intégration, avec des progrès notables dans les institutions, le commerce et les infrastructures, mais des retards persistants dans les domaines humains et sociaux. L'enjeu est désormais de transformer ces acquis en une intégration inclusive et durable, centrée sur les citoyens africains.



L'Algérie

Un acteur clé au carrefour des dynamiques africaines

De par son histoire et sa position géostratégique, l'Algérie est constamment citée comme un pays clé dans le processus d'intégration africaine. Située au carrefour du Maghreb, du Sahel et de la Méditerranée, elle occupe un rôle stratégique. Ses importantes ressources énergétiques en font un acteur incontournable dans les débats sur la souveraineté énergétique du continent.

L'Algérie est considérée comme un pivot stratégique dans la construction du marché commun africain, estiment les rapports sur l'état de l'intégration africaine (ARIA XI) et celui de l'Union africaine publiés en 2025. Ces documents soulignent les avancées de la ZLECAf mais aussi les obstacles persistants vers l'Union douanière continentale. L'Algérie apparaît ainsi comme un acteur clé, mais confronté à des défis structurels.

Elle dispose d'atouts majeurs : ses ressources énergétiques, une volonté politique affirmée et une participation active à la ZLECAf. Mais ses faiblesses sont également relevées : dépendance excessive aux hydrocarbures, faible diversification industrielle et infrastructures insuffisantes. Le rapport de l'UA insiste sur la nécessité d'investir dans les corridors logistiques transsahariens, de moderniser l'agriculture et de développer des industries de transformation (pharmaceutique, numérique, manufacturière).

L'IATF 2025 : un signal fort

L'organisation de la Foire commerciale intra-africaine (IATF) à Alger, en septembre 2025, a constitué un signe fort de l'engagement du pays dans l'intégration continentale. Cet événement a placé l'Algérie au centre des débats sur le commerce intra-africain et sur la mise en œuvre effective de la ZLECAf.

De l'avis de nombreux participants et analystes, l'édition d'Alger a été un succès inédit. La quatrième édition de l'IATF, organisée au Palais des Expositions du 4 au 10 septembre, a dépassé toutes les attentes. Les premières annonces ont fait état de volumes d'échanges et de contrats signés jamais atteints lors des éditions précédentes. La diversité des secteurs représentés – énergie, agroalimentaire, technologies, services – a multiplié les opportunités de coopération. Les institutions africaines présentes ont unanimement reconnu le caractère historique de cette édition.

En chiffres, les transactions totales annoncées s'élèvent à 48,3 milliards de dollars US, dont 11,4 milliards au profit direct de l'Algérie. Les accords économiques signés par le pays atteignent 23 milliards de dollars, avec quelque 175 partenariats en perspective.

Au-delà des chiffres, l'IATF 2025 a renforcé l'image de l'Algérie comme hub stratégique. Sa position géographique, ses infrastructures et sa volonté politique ont été mises en avant. Les entreprises algériennes, grandes et petites, ont profité de l'événement pour nouer des partenariats et accéder à de nouveaux marchés africains. Alger s'est imposée comme une capitale économique africaine, capable de catalyser les ambitions du continent.

Commerce extérieur : tensions et opportunités

En 2025, l'Algérie a intensifié ses échanges commerciaux avec ses partenaires africains, notamment grâce à la ZLECAf et à l'IATF d'Alger. Ses exportations restent dominées par les hydrocarbures (gaz naturel, pétrole brut, engrais, ciment, produits chimiques), tandis que ses importations concernent surtout les céréales, sucre, huiles végétales, machines, équipements industriels et produits pharmaceutiques. En Afrique du Nord, la Tunisie importe du gaz et des produits industriels algériens et l'Égypte fournit des produits manufacturés et pharmaceutiques ; avec la Libye, les échanges restent limités mais concentrés sur les hydrocarbures et les produits alimentaires. En Afrique subsaharienne, le Nigéria est un partenaire solide, notamment via le projet de gazoduc Nigéria-Niger-Algérie vers l'Europe. Le Sénégal et la Côte d'Ivoire constituent des débouchés pour les produits industriels et chimiques algériens. L'Afrique du Sud exporte vers l'Algérie des machines, équipements et biens manufacturés. Il y a lieu de rappeler également que des infrastructures stratégiques sont en voie de réalisation, à savoir l'autoroute Transsaharienne reliant Alger au Nigéria, le gazoduc Nigéria-Algérie et le réseau de fibre optique transafricain, qui amélioreront la connectivité commerciale et numérique du continent.

La ZLECAf : socle d'une intégration en marche

Avec 54 pays signataires et 48 ratifications, la ZLECAf est désormais une réalité. Le rapport ARIA XI rappelle l'adoption de protocoles sur l'investissement, la concurrence et la propriété intellectuelle. En 2026, l'Union africaine constate une extension de l'Initiative commerciale guidée et l'intégration progressive des services numériques.

Pour l'Algérie, cette dynamique offre une opportunité de diversifier ses échanges au-delà de l'Europe et de renforcer ses liens avec l'Afrique subsaharienne. Elle joue un rôle dans deux espaces régionaux que sont l'Union du Maghreb Arabe (UMA), où le commerce intra-maghrébin autour de 3% reste marginal ; la CEN-SAD, où l'Algérie est au cœur du projet de la route transsaharienne Alger-Lagos.

Par ailleurs, l'Union africaine insiste sur les défis persistants : instabilité politique, disparités économiques, déficits d'infrastructures et chevauchement des adhésions aux CER. Pour l'Algérie, l'enjeu est de moderniser ses réseaux logistiques, harmoniser ses normes et participer activement aux mécanismes de partage des recettes douanières.

L'Union douanière continentale pourrait réduire pauvreté et inégalités, mais seulement si des politiques de redistribution ciblées accompagnent la libéralisation. Pour l'Algérie, cela implique d'investir dans la formation, l'innovation et l'entrepreneuriat afin que les bénéfices du marché continental ne se concentrent pas uniquement dans les hydrocarbures.

Pour conclure, la ZLECAf est une avancée majeure, mais elle n'est qu'un début. L'Union douanière et le Marché commun sont les prochaines étapes vers la Communauté économique africaine prévue par le traité d'Abuja estime l'UA. Pour l'Algérie, l'enjeu est clair : saisir cette chance pour diversifier son économie, renforcer son influence régionale et inscrire son avenir dans une Afrique intégrée.



L'Allemagne et l'Afrique

Un partenariat économique en quête de profondeur

L'Allemagne espère accroître ses échanges commerciaux avec l'Afrique, mais peine encore à définir une stratégie claire. Alors que des acteurs comme la Chine, l'Inde, la Turquie ou les pays du Golfe multiplient les contrats sur le continent, Berlin reste en retrait. Ces puissances ont compris l'importance géostratégique de l'Afrique, portée par une croissance robuste, une démographie galopante et une demande croissante en biens de consommation, infrastructures et énergie.

Le réveil allemand s'est amorcé après l'invasion de l'Ukraine et la rupture avec la Russie, son ancien fournisseur énergétique. Depuis, Berlin cherche à investir et à délocaliser ses entreprises en Afrique afin de réduire sa dépendance vis-à-vis de la Chine, qui affiche plus de 200 milliards € d'échanges annuels, contre seulement 25 à 26 milliards € pour l'Allemagne en 2025.

Des échanges commerciaux en stagnation

En 2025, les exportations allemandes vers l'Afrique ont atteint 14,2 milliards €, à peine plus qu'en 2014 (13,3 milliards €). Les importations africaines vers l'Allemagne sont estimées entre 10 et 12 milliards €. Les exportations allemandes sont principalement des machines industrielles, véhicules, équipements électriques, produits pharmaceutiques et chimiques. Quant aux importations africaines d'Allemagne, elles sont constituées principalement d'hydrocarbures venant du Nigeria et d'Angola, des minerais stratégiques (Afrique du Sud, RDC), cacao (Côte d'Ivoire) et café (Éthiopie). Le commerce reste concentré sur quelques partenaires clés : Maroc, Afrique du Sud, Égypte et Nigeria. Le Maroc est le premier partenaire africain de Berlin, avec près de 7,3 milliards € d'échanges, dominés par l'automobile et l'industrie manufacturière. L'Afrique du Sud importe des véhicules et machines allemandes tout en exportant des minerais vers Berlin. L'Égypte se distingue par sa demande en produits pharmaceutiques et équipements industriels, tandis que le Nigeria et l'Angola fournissent pétrole et gaz.

Les entreprises allemandes ont une grande renommée sur les marchés africains. Siemens, dans l'industrie et les infrastructures est actif dans les projets énergétiques et logistiques en Algérie, Égypte et au Nigeria. Dans l'automobile, Volkswagen est implanté au Maroc et en Afrique du Sud alors que dans la Finance et développement, la banque KfW et sa filiale DEG ont consacré environ 3 milliards € au portefeuille Afrique/MENA l'année dernière.

L'Algérie : un partenariat stratégique en construction

En 2025, les échanges commerciaux entre l'Allemagne et l'Algérie ont atteint 4 à 5 milliards d'euros, portés par le German-Algerian Investment Summit (GAIS 2025) et un programme de jumelage institutionnel entre l'AAPi et le BMWi. Les exportations allemandes vers l'Algérie concernent principalement les machines, véhicules, produits pharmaceutiques et chimiques. Quant aux importations algériennes vers l'Allemagne, ce sont les hydrocarbures, engrais et des produits chimiques.

Dans l'énergie, et lancé en 2023, le projet ALTEH2A (Algeria to Europe Hydrogen Alliance) est une initiative stratégique qui associe Sonatrach et Sonelgaz côté algérien, et des partenaires européens comme VNG AG (Allemagne), SNAM et Sea Corridor (Italie), Verbund (Autriche). Son objectif est clair : développer une filière industrielle d'hydrogène vert en Algérie, grâce aux ressources solaires et éoliennes abondantes du pays.

L'Algérie se positionne ainsi comme un futur fournisseur clé d'énergie propre pour l'Europe, tandis que l'Allemagne sécurise une alternative aux hydrocarbures russes et chinois. Complémentaire à ALTEH2A, le projet South2 Corridor vise à créer un réseau d'infrastructures transmédiaiterranéennes pour transporter l'hydrogène vert produit en Algérie vers l'Europe.

Il s'agit d'un pipeline et d'une logistique intégrée reliant l'Algérie à l'Italie, puis à l'Allemagne et à l'Autriche. South2 est donc l'outil qui rend possible l'exportation massive de l'hydrogène vert, en sécurisant son acheminement vers les marchés européens.

Le projet ALTEH 2 A sur l'hydrogène vert illustre cette dynamique. Face à la Chine, déjà très implantée dans les infrastructures, et à la Turquie, active dans le BTP et le textile, l'Allemagne mise sur la technologie et la durabilité pour se distinguer.

Par ailleurs, l'Allemagne semble avoir deux approches distinctes concernant l'Afrique du Nord et l'Afrique subsaharienne. En Afrique du Nord, la priorité est énergétique, avec l'Algérie et le Maroc comme pivots pour l'hydrogène vert et les renouvelables. En Afrique subsaharienne, la coopération est décentralisée et durable, via des partenariats municipaux (Namibie, Ouganda), axés sur le climat, l'éducation et la gouvernance locale. Pour résumer, et d'ici 2035, l'Afrique aura la plus grande réserve de main-d'œuvre mondiale alors que l'atout allemand consiste en son expertise technologique et industrielle, ce qui peut servir de levier pour des projets durables et innovants.

L'Allemagne reste un acteur important mais encore en retrait sur le marché africain. Ses échanges stagnent, concentrés sur quelques partenaires, et dominés par les machines et véhicules exportés, contre des matières premières importées. Pour s'imposer, Berlin doit transformer ses ambitions en une stratégie cohérente : investir massivement dans les énergies renouvelables, renforcer ses implantations industrielles et ouvrir davantage son marché aux entreprises africaines, estimant bon nombre d'experts.

GIZ : pilier de la coopération germano-africaine

Dans le paysage de la coopération internationale, peu d'acteurs jouent un rôle aussi central que la GIZ. Créée en 2011, l'agence allemande de coopération est devenue le bras opérationnel de Berlin en Afrique. Présente dans plus de quarante pays, elle met en œuvre des centaines de projets allant de la formation professionnelle à la transition énergétique. Entreprise publique fédérale placée sous la tutelle du ministère de la Coopération (BMZ), la GIZ traduit en projets concrets les orientations politiques de Berlin. Son approche repose sur le partenariat : travailler avec les gouvernements, les ONG et le secteur privé pour renforcer les capacités locales.

En Algérie, la GIZ est présente depuis le milieu des années 1970, dans le cadre des premiers accords bilatéraux germano-algériens. En 1993, elle ouvre un bureau officiel à Alger, permettant une présence permanente et une meilleure coordination des projets. En 2025, l'agence devient l'acteur technique du programme Taqathy+ (28 millions €), lancé en partenariat avec l'Union européenne et l'Allemagne pour développer l'hydrogène vert en Algérie.

De même, en Afrique du Sud, la GIZ coopère avec le gouvernement dans le développement d'une filière d'hydrogène vert destinée à l'exportation vers l'Europe, notamment l'Allemagne. Elle soutient également des projets solaires et éoliens, en lien avec la stratégie nationale sud-africaine de décarbonation. Comme en Algérie, l'agence aspire à faire de l'Afrique du Sud un acteur majeur de la transition énergétique mondiale, tout en sécurisant l'approvisionnement énergétique de l'Allemagne.

Autre domaine d'intervention : au Rwanda, la GIZ a soutenu la création de la plateforme e-commerce Rwandamart, qui a permis à plus de 900 PME de vendre en ligne et de créer plus de 1 000 emplois. Au Sénégal, elle accompagne la filière rizicole pour réduire les importations et améliorer la sécurité alimentaire.

Dans les pays où elle intervient, la GIZ, en accompagnant la modernisation des économies africaines (infrastructures, énergie, numérique), crée des opportunités pour les entreprises allemandes (Siemens, Volkswagen, BASF). Ses projets sur l'hydrogène vert et les renouvelables en Afrique du Nord contribuent à la transition énergétique allemande, réduisant la dépendance au gaz russe. En outre, en développant des programmes de formation professionnelle en Afrique, elle favorise la création de partenaires qualifiés pour les entreprises allemandes.

En œuvrant à faciliter l'intégration africaine à travers la zone de libre-échange continentale (ZLECAf), la GIZ participe à élargir le marché potentiel pour les exportateurs allemands. Là où elle intervient, elle renforce la réputation de l'Allemagne comme partenaire fiable, ce qui favorise les relations économiques et diplomatiques.

En somme, la GIZ est un levier discret mais puissant de l'économie allemande. Elle ne génère pas de profits, mais elle sécurise l'énergie, ouvre des marchés et soutient les exportations. En Afrique, elle agit comme catalyseur de projets qui profitent aux entreprises allemandes et à la transition énergétique de Berlin.

Mais la GIZ n'est pas seule : d'autres institutions allemandes, comme la KfW ou les fondations politiques, complètent ce dispositif, dessinant une stratégie globale où l'Afrique occupe une place croissante. Bras financier de cette coopération, la KfW, banque publique de développement, est aujourd'hui l'un des plus grands bailleurs de fonds au monde. En Afrique, elle finance des projets d'infrastructures, d'énergie et de santé, souvent en partenariat avec la GIZ, qui assure la mise en œuvre technique. Ensemble, elles forment un tandem stratégique : la KfW apporte les capitaux, la GIZ l'expertise. Active en Algérie, en Afrique du Sud, au Kenya, au Nigeria et dans bien d'autres pays africains, la KfW est le pilier financier de la coopération allemande en Afrique.

Les multinationales allemandes : moteurs d'intégration continentale

Les marques allemandes jouissent en Afrique d'une réputation solidement ancrée dans la fiabilité et le sérieux. Cette image n'est pas le fruit du hasard : elle s'est construite au fil des décennies grâce à des produits robustes, une ingénierie rigoureuse et une stratégie de présence durable sur le continent. Volkswagen en est l'un des exemples les plus parlants. Ses véhicules, réputés pour leur longévité et leur résistance aux conditions difficiles, sont très présents dans plusieurs pays africains, notamment là où les routes et l'entretien posent des défis. Mais l'image de sérieux ne se limite pas à l'automobile. Les machines industrielles allemandes, qu'il s'agisse de Siemens dans l'énergie ou de Bosch dans l'électroménager et les équipements techniques, sont synonymes de qualité et de fiabilité.

Cette réputation s'inscrit dans une perception culturelle plus large : les Allemands sont vus comme des travailleurs méticuleux, disciplinés et attachés au «travail bien fait». Dans l'imaginaire collectif africain, acheter un produit allemand revient à investir dans la durabilité et la tranquillité d'esprit. Cela contraste parfois avec d'autres origines industrielles perçues comme moins fiables. Cependant, si cette image facilite les partenariats industriels, Berlin reste en retrait face à des concurrents plus offensifs comme la Chine ou l'Inde. Le marché africain demeure pourtant un terrain stratégique pour les grandes entreprises allemandes, qui y voient à la fois un marché en expansion et une plateforme de production. Des multinationales telles que Volkswagen, BMW, Siemens, BASF ou DHL y sont solidement implantées. Elles ont investi des centaines de millions d'euros, principalement dans l'automobile, l'énergie, la chimie et la logistique. Volkswagen et BMW en Afrique du Sud, Siemens en Égypte et au Maroc, BASF au Kenya et DHL dans plus de 40 pays africains ont créé des dizaines de milliers d'emplois directs et indirects. En Tunisie, les entreprises allemandes ont généré environ 90000 emplois, principalement dans l'industrie manufacturière et automobile, selon les données du gouvernement tunisien. Ce sont surtout des multinationales comme Bosch, Siemens, Festo et des équipementiers automobiles qui dominent, avec près de 60000 postes dans le secteur industriel.

De grands projets industriels jalonnent le continent : Volkswagen en Afrique du Sud, ou encore au Rwanda avec un projet de mobilité durable et électrique. BMW produit également des véhicules destinés à l'exportation dans son usine de Rosslyn, en Afrique du Sud. Dans le domaine de l'énergie et des infrastructures, Siemens a investi 8 milliards d'euros pour construire trois grandes centrales électriques en Égypte, créant quelque 20000 emplois directs et indirects. BASF, de son côté, développe des projets en Afrique du Sud et au Kenya dans les engrais et produits chimiques pour l'agriculture. DHL, enfin, est présent dans une quarantaine de pays africains, avec des hubs régionaux au Nigeria, au Kenya et en Afrique du Sud. Ces investissements ont permis la création de milliers d'emplois dans la logistique et la distribution, tout en réduisant les délais de transport et en facilitant le commerce intra-africain.



Numérique et économie digitale

Leviers d'intégration africaine

L'Afrique est au cœur d'une transformation digitale sans précédent. Le numérique n'est plus seulement un outil de communication : il est devenu un vecteur d'intégration économique, un levier de croissance et un instrument d'inclusion sociale. La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et la Banque africaine de développement (BAD) soulignent que l'économie digitale pourrait ajouter jusqu'à 180 milliards de dollars au PIB africain d'ici 2030, si les investissements et les réformes se poursuivent. Mais derrière ces chiffres prometteurs se cache une réalité contrastée : des pays moteurs qui avancent vite et d'autres qui peinent à combler leur retard. L'Afrique digitale est donc une histoire de fractures autant que d'opportunités, estiment les analystes.

Certes, quelques chiffres liés à la connectivité et aux infrastructures numériques poussent à l'optimisme. Le taux de pénétration d'Internet dans le continent est actuellement d'environ 48 % de la population connectée, contre 28 % en 2019. La jeunesse étant habituée aux services numériques, il faut rappeler que plus de 60 % des Africains ont moins de 25 ans. On compte plus de 720 millions d'abonnés mobiles, avec une pénétration des smartphones dépassant 60 % dans plusieurs pays. La 5G est déjà disponible dans près d'une trentaine de pays africains, avec 48 opérateurs télécoms ayant lancé des services commerciaux. Certes, le déploiement reste majoritairement urbain, concentré dans les capitales et grandes villes, mais la dynamique s'accélère et constitue un pilier de l'intégration numérique du continent.

En matière de data centers, plus de 120 centres sont opérationnels, représentant seulement 0,6 % de la capacité mondiale, avec une forte concentration en Afrique du Sud, au Nigeria et au Kenya. L'Algérie a inauguré son premier data center national certifié « Tier III Design » à Mohammadia (Alger). Dans le cadre du programme Algérie Numérique 2026, plus de 500 projets structurants sont lancés, incluant la mise en place de data centers souverains, l'interconnexion des ministères et la cybersécurité avancée. L'Algérie déploie une stratégie ambitieuse pour devenir le « coffre-fort numérique » de l'Afrique, en misant sur la souveraineté des données et la sécurité des infrastructures.

Selon les données de la CNUCED et de la BAD, l'économie digitale contribue déjà à hauteur de 6 % du PIB africain, avec une croissance annuelle de 10 %. Quant au commerce électronique, il est évalué à 40 milliards de dollars en 2026, contre 25 milliards en 2021, mais ne représente encore que moins de 2 % du commerce électronique global.

Avec une croissance annuelle moyenne de +15 %, il est porté par l'urbanisation et l'essor du mobile. Plus de 500 millions d'Africains achètent ou vendent déjà en ligne, principalement via mobile. Les plateformes dominantes sont Jumia (présente dans 11 pays), Takealot (Afrique du Sud), Kilimall (Kenya), ainsi que des marketplaces locales en Égypte et au Nigeria. Le paiement numérique avance également, avec plus de 400 millions d'utilisateurs de mobile money (M-Pesa, Orange Money, MTN Mobile Money), qui facilitent les transactions transfrontalières et compensent la faible bancarisation du continent.

Mais malgré ces chiffres enthousiasmants, le continent reste à la traîne comparativement à d'autres régions. En Asie, le marché dépasse 2 000 milliards de dollars, représentant environ 60 % du commerce électronique mondial. La Chine domine avec des géants comme Alibaba et JD.com, et l'intégration logistique y est très avancée. En Amérique du Nord, le commerce électronique atteint environ 1 200 milliards de dollars, soit près de 25 % du marché mondial, fortement concentré autour d'Amazon, avec une logistique ultra-optimisée. En Europe, le marché est estimé à 800 milliards de dollars, représentant environ 15 % du commerce électronique mondial. Sa particularité est une régulation stricte (RGPD, directives sur la protection des consommateurs) et une diversité d'acteurs, allant d'Amazon Europe à des plateformes locales comme Zalando ou Carrefour. En somme, l'Afrique reste encore marginale en volume, mais elle affiche la croissance la plus rapide et une spécificité unique : une économie digitale mobile-first, qui pourrait devenir un modèle exportable vers d'autres régions émergentes.

Défis persistants

Cependant, plusieurs défis doivent être relevés. Il s'agit d'abord de gagner la confiance des consommateurs, en réglant les problèmes liés à la qualité des produits, aux retards de livraison et à la faible protection juridique. Il faut aussi s'attaquer à la fracture numérique qui fait que plus de la moitié des Africains reste non connectée à Internet, en raison notamment du coût de la connectivité : un forfait de 2 Go représente en moyenne 4,2 % du revenu national brut par habitant, soit au-delà du seuil recommandé par l'ONU. Les zones rurales sont encore largement déconnectées, tandis que la dépendance aux géants étrangers comme Microsoft, Meta ou Amazon domine les plateformes et les data centers. Autre défi majeur : la cybersécurité, avec la montée des menaces liées à l'intelligence artificielle et aux systèmes critiques. Ces défis posent la question de savoir comment bâtir des infrastructures locales et une gouvernance continentale pour assurer la souveraineté digitale du continent.

Les projections de l'Union africaine sont prometteuses, si elles se concrétisent. À court terme (2026-2030), les gouvernements doivent réaliser une croissance soutenue du e-commerce B2C, l'extension des plateformes régionales et l'intégration des paiements numériques. À moyen terme (2030-2040), il sera question d'harmonisation réglementaire et de montée en puissance du e-commerce B2B, notamment pour les PME. À long terme (2040 et au-delà), il est attendu un marché continental intégré, capable de rivaliser avec les grands blocs économiques mondiaux. En somme, des projections ambitieuses qui veulent faire du numérique le moteur de l'intégration économique africaine. En connectant les marchés, en favorisant l'inclusion financière et en transformant les secteurs vitaux, le numérique offre au continent une chance historique de dépasser les obstacles traditionnels au développement. La ZLECAf pourra ainsi s'appuyer sur des plateformes numériques pour harmoniser les paiements, simplifier les procédures douanières et connecter les PME aux marchés régionaux.

Allemagne : un partenaire fiable

L'apport de l'Allemagne est significatif. Elle déploie en Afrique – et en Algérie en particulier – une stratégie numérique axée sur la formation, l'innovation locale et l'intégration économique. Depuis 2018, l'Allemagne, via son ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (BMZ), a consacré plus de 400 millions d'euros à des projets digitaux sur le continent jusqu'en 2024, avec une montée en puissance prévue jusqu'en 2026. Le BMZ prévoit même une enveloppe supplémentaire de 100 millions €, ciblant la transformation digitale des PME et l'intégration économique via la ZLECAf. L'Algérie est intégrée dans cette stratégie à travers plusieurs programmes comme le projet DGA (Développement de l'entrepreneuriat digital et vert en Algérie), financé par le BMZ et mis en œuvre par la GIZ, ou encore le projet AEDA (Appui à l'Enseignement et la Digitalisation de la Formation professionnelle). Outre l'Algérie, les pays ciblés sont principalement le Rwanda, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Sénégal et la Tunisie. Le Rwanda est devenu un hub numérique soutenu par l'Allemagne, avec plus de 20 millions € investis dans l'innovation locale ; la Côte d'Ivoire bénéficie du projet « Data for Development » (2024-2026), financé à hauteur de 15 millions € ; en Tunisie, des programmes de digitalisation des PME et de formation d'environ 30 millions € sont en cours ; au Sénégal et au Ghana, il s'agit d'un soutien aux startups et à l'e-gouvernance avec un budget de 40 millions € cumulés.

En résumé, l'Allemagne, via la GIZ et le BMZ, n'est pas en reste par rapport aux autres partenaires (Chine, États-Unis, pays du Golfe, Union européenne) qui investissent dans des projets numériques africains. Ses initiatives visent à renforcer l'innovation locale, l'inclusion financière et la souveraineté des données. Elles s'inscrivent dans une logique de coopération UE-Afrique et contribuent directement à l'intégration économique du continent. L'Allemagne s'impose ainsi comme un partenaire stratégique dans le numérique africain.



QUI SOMMES-NOUS ?

La Fondation Konrad Adenauer (KAS) fondée depuis 1955, est issue de la "Société pour un travail éducatif chrétien-démocrate". Depuis 1964, elle porte le nom du premier chancelier fédéral, Konrad Adenauer.

La KAS, dont le siège est à Berlin, contribue activement au renforcement de la société civile en Allemagne et à l'étranger. Environ 660 collaborateurs et collaboratrices travaillent pour la fondation en Allemagne.

La force particulière du travail éducatif de la Fondation Konrad Adenauer réside dans sa présence régionale. Dix-huit forums de formation et bureaux régionaux communiquent les messages et les thèmes de la fondation au plus près des citoyens.

Qui plus est, plus de 1 000 collègues répartis dans plus de 110 bureaux à travers le monde gérant des projets dans près de 80 pays ; ils s'engagent dans leurs pays d'accueil pour la démocratie, l'État de droit, la liberté ainsi que l'économie sociale de marché et encouragent les échanges entre l'Allemagne et les pays respectifs et leurs sociétés.

NOTRE TRAVAIL EN ALGÉRIE

Avec nos projets, nous contribuons au dialogue entre l'Algérie et l'Allemagne, il est pour nous important d'être le lieu et la voix de débat entre différents groupes, générations et disciplines.

La coopération économique, les formats avec la société civile algérienne et la coopération régionale sont au cœur de notre travail en Algérie, les mots-clés concrets sont l'entrepreneuriat et les startups ou les fondements de l'économie sociale de marché, le dialogue culturel et religieux ainsi que les thèmes de l'énergie, de l'environnement, du climat et du numérique. Nous mettons à la disposition de nos partenaires algériens notre réseau mondial d'expertise et de savoir-faire. Dans toutes ses activités, la Konrad-Adenauer-Stiftung œuvre avec ses partenaires selon les principes du respect mutuel et éthique.

Nous encourageons de manière concrète les voyages de délégations et d'échanges, organisons des conférences scientifiques, proposons des ateliers et des séminaires de formation et soutenons les jeunes dans les universités et les établissements d'enseignement par des bourses et des opportunités de formation continue.

KONRAD ADENAUER

Konrad Adenauer est le premier chancelier de la République fédérale d'Allemagne, qui fut à la tête de ce nouveau État de 1949 à 1963, a modifié plus que quiconque le visage de l'Allemagne de l'après-guerre et le cours de l'histoire européenne.



"Si les intérêts sont communs et si nous ne sommes pas considérés comme esclaves, alors l'approche culturelle, personnelle et politique se déroulera de façon normale et nous pourrons à long terme assurer la paix."

KAS ALGÉRIE EN CHIFFRES

CONTRIBUONS ENSEMBLE

Adresse : 157 rue Mohamed Zekkal, 16075 El Madania, Alger
Tél. : 044 193 505 - 044 193 503 Email : kasalgerie@kas.de Site Web : www.kas.de/algerien

+20

PUBLICATIONS
ET REVUES

+30

ACTIVITÉS
ANNUELLES

+2 000

PARTICIPANTS ET EXPERTS
NATIONAUX ET INTERNATIONAUX

+35 000

KILOMÈTRES PARCOURUS
SUR LE TERRITOIRE NATIONAL

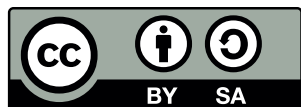


Nora Benldjoudi

157 rue Mohamed Zekkal
El Madania, Alger
+213 (0) 44 192 505
kasalgerie@kas.de

Éditeur : Konrad-Adenauer-Stiftung Algérie, 2026, Alger

Cette publication de la Konrad-Adenauer-Stiftung e.V. est uniquement à titre informatif. Il ne peut pas être utilisé par des partis politiques, des militants électoraux ou des contributeurs à l'intention de publicité électorale. Cela s'applique aux élections du Bundestag, du Landtag et locales ainsi qu'aux élections au Parlement européen.



Le contenu de cette œuvre est sous licence « Creative Commons Attribution Partage dans les mêmes conditions 4.0 international » CC BY-SA 4.0 (disponible sur : <https://creativecommons.org/licenses/by-sa/4.0/legalcode.de>)

Crédits photos
© Droits Réservés